Créteil le 6 novembre 2026

La lutte contre les inégalités sociales et éducatives est une exigence incontournable pour un contrat social renouvelé !

Les PEP solidaires des mobilisations citoyennes

Les PEP ont immédiatement appelé le Gouvernement à entendre et agir en urgence sur les revendications légitimes, exprimées par notre jeunesse lors de mobilisations qui ont rassemblé rapidement toutes les générations et les solidarités.
Depuis, le mouvement social croît et s'installe, associant des revendications concernant le pouvoir d'achat, sur fond de débats budgétaires tendus et qui laissent entrevoir peu d'espoir :

- Des citoyens toujours plus nombreux qui se sentent déclassés et en phase de paupérisation ;
- Des citoyens qui peinent à vivre, se loger, prendre soin d'eux et des leurs dignement ;
- Des citoyens qui se sentent discriminés et trop souvent sans prise sur leur avenir.

L'attentat raciste perpétré à Trappes et Verrières est inacceptable. Dans tous les territoires, des citoyens, nombreux, se sont rassemblés spontanément en hommage aux victimes mais aussi pour porter ce besoin d'unité du peuple français et de sentiment de sécurité partagé. Cet attentat appelle une condamnation sans réserve, un hommage national aux victimes et une mobilisation à la hauteur de ce qu'elles mettent en cause : notre humanité commune et les valeurs fondamentales de la République. Ces actes nous rappellent avec brutalité que rien n'est jamais définitivement acquis. Ni la fraternité, ni le respect de l'autre, ni la liberté de vivre ensemble dans une société démocratique. Notre société, notre République sont chaque jour attaquées par un lot inédit d'agressions, pour ce début de siècle.
Encore ce 5 novembre, un lycée à Tournefeuille est attaqué par une bande armée alors que lycéens et personnels éducatifs étaient présents.

Le mouvement social qui grandit porte un élan d'unité et un besoin de sécurité. L'État est interpellé sur sa capacité à faire vivre la promesse républicaine, à gérer une demande de justice sociale, de solidarité inédite.

Dans ce contexte et à l'approche des élections de 2027, il est indispensable que collectivement nous soyons unis pour renouveler notre modèle de contrat social et, par là même, notre démocratie.

Les PEP refusent la résignation, l'indifférence et la banalisation de la brutalité. Aucune souffrance, aucune revendication, aucune peur, aucune idéologie ne saurait justifier la violence, l'exclusion, la haine ou l'intimidation.

Depuis plus d'un siècle, les PEP portent une conviction : l'éducation est un droit fondamental, un bien commun et une condition essentielle de l'émancipation individuelle et collective.
Cette conviction nous oblige à entendre les inquiétudes des citoyens confrontés à la dégradation de leurs conditions de vie, aux inégalités sociales, scolaires et territoriales, aux assignations, aux incertitudes pour l'avenir.
La lutte contre les inégalités sociales, territoriales et éducatives doit être un investissement majeur pour un avenir commun, pour l'avenir de notre société. Un avenir qui se construira avec les jeunesses. Les jeunes sont des citoyens d'aujourd'hui, les citoyens de demain, capables de penser, de proposer, de contester et d'agir.

Nous sommes un mouvement associatif qui n'a jamais séparé la solidarité de l'action, l'éducation de l'émancipation, ni la défense des droits de la transformation sociale.

Notre responsabilité collective est de faire vivre cette solidarité dans chacun de nos territoires, dans chacune de nos associations et dans chacune de nos actions éducatives, sociales et médico-sociales.
Nous appelons les pouvoirs publics à engager un investissement social et éducatif ambitieux, durable et équitable.
Nous refusons que l'avenir de notre société soit soumis aux seules contraintes de l'équilibre budgétaire.
Nous refusons que les déterminismes sociaux continuent de décider des possibilités de vivre dignement, d'apprendre, de se former et de sécuriser sa place dans la société.
Nous refusons qu'une société puisse espérer que les citoyens croient en l'avenir tout en réduisant les conditions de le construire.

Pour ce faire, les PEP exigent que la justice sociale soit le socle et l'indicateur principal de toute politique publique.

Nous militons pour que notre contrat social soit renouvelé à partir de cette exigence de justice sociale. C'est à cette condition qu'un avenir commun peut être à nouveau désirable !

Les PEP sont et seront aux côtés de celles et ceux qui défendent cette ambition.

L'éducation populaire, que nous défendons avec détermination, nous enseigne qu'on ne construit pas une société démocratique sans donner à chacune et chacun le pouvoir d'y prendre part. Nous contribuerons dans les mois à venir, comme nous le faisons depuis plus de 110 ans, à construire un contrat social et éducatif fondé sur la confiance, la solidarité, l'égalité des droits, la reconnaissance de chacun des membres de la société :

- un contrat social qui considère les citoyens et les enfants, qui garantit le respect de chacun dans sa capacité à être acteur et auteur de l'avenir commun ;
- un pacte du pouvoir de vivre ;
- un contrat éducatif de l'accès aux connaissances et au savoir pour tous, par une école publique, laïque, inclusive et gratuite et un service public d'éducation offrant des conditions réelles et dignes de réussite et d'accompagnement ;
- un contrat qui fasse de l'émancipation une réalité accessible à toutes et tous.

.